

L'histoire appliquée ou les historiens thaumaturges

Henry Rousso

Abstract

Applied history, or the thaumaturgic historians, Henry Rousso.

In recent years, the social demand for history has been growing. Many historians are doing commissioned work on contract with the government, administrative agencies or private companies. In the USA, Public History is looking for a new definition of the "historian", in the context of unemployment in the universities. In Europe, and especially in France, where the first transplantations of the American "model" can be seen, the social sciences are attempting to find a new balance between fundamental and applied research. History is thus taking the place of other disciplines, such as economics or sociology. This presents risks for the future of the profession. There is an epistemological debate on the object of historical research.

Citer ce document / Cite this document :

Rousso Henry. L'histoire appliquée ou les historiens thaumaturges. In: Vingtème Siècle, revue d'histoire, n°1, janvier 1984. Histoires de l'avenir. 1984 au rendez-vous d'Orwell. pp. 105-122;

doi : <https://doi.org/10.3406/xxs.1984.1771>

https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1984_num_1_1_1771

Fichier pdf généré le 21/09/2020

L'HISTOIRE APPLIQUÉE OU LES HISTORIENS THAUMATURGES

Henry Rouso

Voici l'historien qui attend le chaland pour lui vendre de l'assistance technique et du supplément d'âme. Et le chaland se presse, impatient, Etat, administration ou firme privée confondus. Née aux Etats-Unis, la Public History franchit l'Atlantique. Est-ce l'avenir? Que veulent ces nouveaux promoteurs qui fuient l'Université sans embauche et affrontent la jungle du marché? Et quels débats épistémologiques contribuent-ils à relancer? Bref, que faut-il en penser, et surtout au pays des Annales?

L'été dernier, en plein creux de l'actualité, quelques quotidiens se sont fait l'écho de la création du « premier cabinet d'histoire appliquée de l'hexagone » : Public Histoire (marque déposée)¹. Fondé par deux jeunes historiens « ni complexés, ni frustrés par l'Université »², il propose toute une série de services, de la rédaction de plaquettes historiques à l'informatisation des archives d'entreprise, en passant par l'assistance juridique. Il s'adresse à toute une panoplie de clients : entreprises, collectivités locales, associations. Ambitieuse, leur initiative cherche à vendre l'histoire comme un service économique, en dehors de ses champs traditionnels, l'enseignement, la recherche ou l'édition.

L'idée, à première vue novatrice, n'a pas germé toute seule dans la tête de ces entrepreneurs dynamiques. Elle est directement importée des Etats-Unis et se veut,

au pays des Annales, la réplique des « agences historiques » américaines. Ces dernières se développent depuis quelques années dans le sillage de la Public History, un mouvement né dans le milieu des années 1970.

Issue de la crise de l'emploi dans les Universités, la Public History rassemble des historiens soucieux de sortir leur discipline de son ghetto institutionnel. Elle a pour objectif de créer une nouvelle profession : le *public historian*. Faute de trouver une place au sein de l'Université, les historiens doivent pouvoir se lancer sur le marché en profitant de la demande d'histoire qui traverse aujourd'hui de nombreux secteurs de la vie sociale. Plus fondamentalement, le mouvement s'inscrit dans une réflexion générale sur l'avenir de l'histoire en tant que démarche scientifique.

A ce titre, la Public History soulève des questions que l'on retrouve de ce côté-ci de l'Atlantique. En France, depuis quelques années, chercheurs et responsables politiques s'interrogent sur la « demande sociale », l'épineux partage en sciences humaines et sociales entre une recherche fondamentale et une recherche appliquée, la finalité de certaines disciplines. La querelle est ancienne puisqu'elle remonte au positivisme et renvoie à la réflexion sur l'utilité

1. Public Histoire est animé par Guillaume Malaurie et Félix Torres, 3-5, rue de Pouy, 75013 Paris, tél. : 260.85.56-580.79.87.

2. *Libération*, 26 juillet 1983. Voir aussi *La Croix*, 17 août 1983.

de l'histoire. Elle a marqué l'évolution de l'économie et de la sociologie, proclamées naguère « sciences pour le décideur ». Qu'est-ce que « l'histoire appliquée » ? Les *public historians* sont-ils des pionniers ou de dangereux aventuriers ? Pourquoi, après la sociologie ou la psychologie appliquées, l'histoire est-elle aujourd'hui sollicitée à des fins d'expertise sur la réalité du temps présent ? Après les économistes et les futurologues, les historiens sont-ils les nouveaux thaumaturges de nos sociétés en crise ?

○ UN DÉBAT CLASSIQUE...

L'image d'un historien installé dans une arrière-boutique, et qui, tel un « privé » de roman noir, attend le client éploré avide de remèdes puisés dans le passé, a de quoi faire sourire.

En fait, ceux qui parlent aujourd'hui d'« histoire appliquée » se situent, consciemment ou non, dans un débat beaucoup plus profond et plus ancien. Depuis le renouveau historiographique du 19^e siècle, l'« utilité » de l'histoire anime sans cesse les débats épistémologiques. Les partisans de la connaissance pure, de la démarche intellectuelle « gratuite » s'opposent aux tenants d'un positivisme soucieux de transformation sociale. Pour les premiers, la démarche historique relève d'une *morale*. Elle ne peut prétendre, écrit par exemple Henri-Irénée Marrou, « dicter à l'homme d'action, en vertu des précédents ou des analogies qu'elle lui fait connaître, une décision d'ordre politique ». « Infiniment plus humble », le vrai rôle de l'histoire « est de fournir à la conscience de l'homme qui sent, qui pense, qui agit, une abondance de matériaux sur lesquels exercer son jugement et sa volonté »³. Autrement dit, à l'historien ou au philosophe d'exhumer des parcelles de vérité, mais à

l'homme d'action de prendre les décisions. En ce sens, l'histoire est presque une *métaphysique* qui s'oppose à la théorie d'une *physique* sociale. Pour Auguste Comte par exemple, une fois établies les lois de la « sociologie », il est indispensable de fonder une « politique positive », donc une action sur le présent. La sociologie comtienne analyse l'évolution des lois qui régissent l'homme en société. Mais elle n'est pas une science pure. La connaissance d'un passé ainsi reconstitué dans ses tendances profondes doit conduire à une réorganisation sociale et à l'avènement d'un monde plus rationnel. Profondément ancré dans son époque, Comte écrit par exemple, en 1830, que la sociologie doit permettre de « terminer l'état de crise ouvert par la Révolution française »⁴. Sa conception de l'histoire est donc presque entièrement tournée vers l'application. C'est une démarche intellectuelle qui tend vers un but précis : « Prévoir, pour pouvoir afin de pourvoir »⁵.

Entre ces deux positions sans doute extrêmes, l'histoire n'a pas fini d'hésiter. Quel historien, aussi « désintéressé » soit-il, n'a rêvé un jour de voir ses avis écoutés sinon entendus ? Marc Bloch, en son temps et à sa manière, n'a pas, semble-t-il, résolu cette ambivalence entre histoire gratuite et histoire utile. Il écrit, d'une part, non sans fermeté : « Personne, j'imagine, n'oserait plus dire aujourd'hui (en 1942), avec les positivistes de stricte observance, que la valeur d'une recherche se mesure, en tout et pour tout, à son aptitude à servir l'action ». Il distingue soigneusement l'utilité de l'histoire, au sens pragmatique du

3. Henri-Irénée Marrou, *De la connaissance historique*, Paris, Le Seuil, 1954, p. 261.

4. Auguste Comte, *Cours de philosophie positive. Première leçon*, publié en 1830. Cité par Jean Lacroix, *La sociologie d'Auguste Comte*, Paris, PUF, 1973, p. 69.

5. *Ibid.*, p. 68.

terme, de sa légitimité intellectuelle, fondée sur une démarche cognitive dont les applications ne sont pas de son ressort. Mais, d'autre part, il ne peut s'empêcher de constater une évidence, un penchant naturel de l'homme : la connaissance est au service de l'action et la précède en bonne logique. « Il n'est point niable, pourtant, qu'une science nous paraîtra toujours avoir quelque chose d'incomplet si elle ne doit pas, tôt ou tard, nous aider à mieux vivre. ⁶ » « Tôt ou tard » ... c'est tout le problème. Soit, en amont, l'historien se préoccupe des applications éventuelles de sa recherche et oriente celle-ci en fonction de celles-là, soit il s'en désintéresse et laisse, en aval, les « hommes d'action » utiliser son savoir.

Les tendances actuelles, qui s'orientent vers un pragmatisme souvent excessif, se placent dans le premier cas de figure. Mais leurs conceptions n'en sont pas pour autant révolutionnaires. Le débat est lancé depuis l'avènement des sciences sociales. Toutefois, dans la mesure où ces expériences s'inscrivent dans un contexte scientifique et intellectuel daté, elles présentent une originalité incontestable.

○ ... MAIS UN PROBLÈME ACTUEL

L'histoire, aujourd'hui, est une discipline installée et reconnue. Partout, les thèses s'accumulent. En France, Bernard Pivot refuse du monde, la mort médiévale, Louis XI ou la famille au 18^e siècle se vendent en supermarché. La demande d'histoire est en expansion depuis une décennie. Elle est alimentée, non seulement par une inflation de la production livresque, mais par une diffusion de plus en plus large de la littérature historique grâce aux médias, aux collections de poche, aux magazines historiques. Clio est en pleine apothéose ⁷. Or, dans le même temps, les

recrutements d'historiens professionnels se font de plus en plus drastiques, les places au sein de l'Université ou de la recherche, de plus en plus rares. Et ce, alors que l'Université continue de délivrer chaque année un millier de doctorats de 3^e cycle en lettres et sciences humaines. Autrement dit, au moment même où la demande d'histoire s'accroît, l'offre, à terme, tend à diminuer.

Certes, le goulot d'étranglement ainsi créé n'a rien d'une menace apocalyptique. Les besoins historiques n'ont pas la même urgence que les besoins énergétiques. Néanmoins, les risques existent de voir les historiens professionnels marginalisés sur leur propre terrain. A l'heure actuelle, la demande d'histoire est en partie assumée par des écrivains, journalistes ou intellectuels médiatiques. Un sondage publié par *L'Express* du 19 août 1983 donne une image saisissante de la notoriété réelle des universitaires français chez leurs concitoyens. A la question : « Y a-t-il un ou plusieurs historiens, morts ou vivants, que vous aimez ou -qui vous ont fait aimer l'histoire ? », l'échantillon représentatif a répondu d'une seule voix : Alain Decaux (cité 251 fois), André Castellet (73 fois), le premier universitaire (Albert Soboul) n'arrivant qu'en 9^e position après Hugo, Michelet... ou de Gaulle. Un auteur en vogue, quel que soit par ailleurs son talent (et son ignorance), se doit d'écrire aujourd'hui « son » livre d'histoire, en oubliant allègrement qu'écrire l'histoire est à proprement parler un métier.

L'histoire appliquée, version moderne, est à l'origine une réponse à cette situation paradoxale qui voit, d'un côté, un marché économique et culturel en expansion et, de

6. Marc Bloch, *Apologie pour l'Histoire ou métier d'historien*, Paris, A. Colin, 1974, p. 23-24.

7. Sur ce thème, cf. Jean-Pierre Rioux, « Apothéose de Clio ? », *Universalia*, 1982.

l'autre, une profession qui tend à se refermer sur elle-même.

○ UN « HISTORIEN PUBLIC » ?

C'est aux Etats-Unis, dans un contexte spécifique, que le mouvement a pris une réelle ampleur, sans commune mesure avec les tentatives similaires en Europe. Il est connu sous le nom de Public History.

Le vocable même de Public History donne un avant-goût des problèmes épistémologiques soulevés par cette démarche. Le terme « public », difficile à transposer tel que en français, renvoie à deux notions. Il indique, en premier lieu, que cette démarche historique se tourne en priorité vers le public, le plus grand nombre. De même que jadis, l'écrivain public offrait sa plume à tous, le *public historian* se déclare au service de la communauté et à l'écoute de ses exigences. En second lieu, le terme évoque les thèmes de prédilection de la Public History : l'étude des pratiques étatiques ou administratives, de la décision publique. Cette première explication est cependant incomplète. En effet, il semble que l'adjectif « public » a été préféré au terme plus agressif — mais plus clair — d'*applied history*. Il est la marque d'une hésitation intellectuelle, tout à fait évidente chez ces nouveaux pionniers. Enfin, il n'est pas inutile de remarquer que les *public historians* ont pour la plupart l'ambition de travailler... dans le privé. Traduire le terme en français n'a donc pour l'instant aucune raison d'être dans la mesure où cela ne pourrait en rien rendre compte de la réalité proprement américaine du phénomène.

La Public History est née dans le milieu des années 1970, alors que la demande d'histoire — la recherche de racines, le désir de certaines minorités sociales ou ethniques de se constituer une mémoire — était d'actualité. Or, dans le même temps

où des séries télévisées comme *Roots* ou *Holocaust* faisaient vibrer les Américains, les Universités cessaient de recruter. Nombre de « Ph. D. » ne trouvaient plus d'emploi en leur sein. A l'origine, la Public History a tenté de résoudre cette crise de l'emploi en cherchant des postes hors du milieu des enseignants ou des chercheurs. Mais la quête d'emplois satisfaisants pour des diplômés d'histoire s'est muée en désir de promouvoir des historiens potentiels. Au lieu de lancer sur le marché du travail des étudiants possédant un bagage culturel et aptes à divers métiers souvent très éloignés de leur formation d'origine, pourquoi ne pas proposer des historiens professionnels, formés à la démarche rétrospective, à la manipulation de sources d'informations nombreuses et variées, à la synthèse écrite ? Pourquoi ne pas offrir un service, au sens économique, de nature spécifique : la capacité de reconstituer et d'interpréter un passé ? La crise de l'emploi a donc servi de détonateur. Mais cette prise de conscience des virtualités du métier d'historien n'est pas une simple attitude de circonstance. Elle s'appuie d'abord sur une longue tradition.

En effet, contrairement à une idée trop répandue, l'histoire a toujours préoccupé le citoyen américain. Depuis longtemps, existe une collaboration étroite entre les Universités et les lieux de décision politiques ou économiques. L'histoire, de fait, a une fonction sociale reconnue. Si le terme de *public history* est très récent, le champ d'application qu'il couvre est beaucoup plus ancien.

Dès le début du siècle, l'American Historical Association prend conscience de la nécessité de soutenir les historiens qui travaillent pour l'Etat ou les administrations locales. En 1904, elle fonde la Conference for State and Local History, premier jalon de la future Public History.

Dans les années trente, les historiens sont associés à la mise sur pied des archives nationales et des commissions destinées à préserver les sites et le patrimoine. La seconde guerre mondiale puis la guerre de Corée sont un tremplin pour l'histoire et l'ensemble des sciences sociales. En mars 1942, Roosevelt ordonne de mener des enquêtes sur l'administration et l'armée en guerre. Dans le domaine de l'histoire économique, il y a près d'un siècle que certaines entreprises ont pris l'habitude de faire travailler des historiens⁸. La première originalité du mouvement ne réside donc pas dans la démarche contractuelle qui associe les historiens à des clients précis, ni dans l'application pragmatique de l'histoire. La collaboration entre chercheurs et décideurs n'est spécifique, ni aux Etats-Unis, ni à la discipline historique. L'innovation se situe dans la volonté d'institutionnaliser le phénomène et de répondre à une demande traditionnelle en structurant l'offre. « La véritable crise de l'emploi et le vrai problème pour les *public historians* n'est pas tant d'essayer de créer de nouveaux postes ou de nouveaux emplois que d'occuper ceux qui existent potentiellement.⁹ » Ainsi, grâce à cette tradition d'ouverture vers la société, grâce aussi à la décentralisation universitaire, la Public History naissante peut passer outre les réticences de nature « académique » des historiens traditionnels.

En 1978, plusieurs Universités, Santa Barbara en Californie, Carnegie-Mellon à Pittsburgh, avec le soutien de grandes fondations privées, créent des programmes d'enseignement spécifiques de Public History. La même année, G. Wesley Johnson, l'un des animateurs les plus actifs du mouvement, fonde la première revue exclusivement consacrée à ces problèmes : *The Public Historian*, publiée par l'Université de Santa Barbara¹⁰. En 1979, à la suite

du premier colloque national réunissant les historiens qui travaillent sur ce champ, est créé le National Council on Public History. Bref, avant même d'avoir réfléchi sur la difficulté d'« appliquer » l'histoire, le mouvement s'est doté d'une structure d'encadrement qui lui permet d'entreprendre une propagande efficace sur tout le territoire des Etats-Unis.

Deuxième originalité, la Public History a l'ambition de créer un nouveau métier. « Appliquant le passé au présent, les *public historians* exercent leur érudition historique à des fins pratiques et offrent le type d'informations indispensables à des prises de décision intelligentes », clame un dépliant publicitaire du National Council, slogan qui résume de façon abrupte la philosophie du mouvement. Le « nouvel historien » est lancé sur un marché que ne protège plus l'institution universitaire. Il est en situation de concurrence et doit proposer un service productif et rentable. Il perd, d'une certaine manière, la maîtrise des sujets d'étude et s'offre à toute entreprise, organe de presse, administration, cabinet juridique ou particulier qui a besoin de ses services. L'historien peut ainsi s'intégrer à une équipe d'experts, au même titre que le statisticien, le politologue ou l'économiste. Alors que ces derniers — concurrents dangereux et installés ! — ont tendance à « concevoir les problèmes de manière unidimensionnelle », le nouveau venu offre de la plus-value intellectuelle : « L'analyse historique ne présente pas une problématique abstraite de facteurs, de chiffres ou de structures mais une

8. Pour un historique plus détaillé, voir « Public History, state of the art, 1980 », *The Public Historian*, 2 (1), automne 1979, p. 61 (numéro spécial).

9. *Ibid.*

10. *The Public Historian* est publié sous la direction de G. Wesley Johnson, par le Graduate Program in Public Historical Studies, Department of History, University of California, Santa Barbara. C'est une revue trimestrielle.

vision essentiellement fondée sur le facteur humain, histoire concrète et singulière d'individus agissant de façon particulière »¹¹. Fort de sa capacité à dire les choses « telles qu'elles se sont passées », le *public historian* doit pouvoir s'adapter à une clientèle diversifiée. « Il doit soumettre ses résultats aux caprices ou à l'image que le client a en tête. »¹² Il n'est plus spécialiste d'une période ou d'un problème, mais un « généraliste », selon la formule de Lawrence de Graaf. C'est donc au total une rupture assez nette avec la formation classique des universitaires.

Le plus étonnant ? Le pari semble réussir. Nombre d'étudiants formés par les programmes de Public History trouvent des emplois dans l'administration ou dans des entreprises. Le Pentagone, le Département d'Etat, le Département de l'Energie possèdent par exemple des équipes d'historiens qui travaillent sur des études rétrospectives très ciblées¹³. En matière d'éducation, l'histoire permet de juger a posteriori de l'influence, néfaste ou bénéfique, d'autres sciences sociales, telle la psychologie appliquée¹⁴. Dans le secteur privé, on ne compte plus les entreprises qui engagent des historiens, soit pour faire l'histoire de l'entreprise, soit à titre d'« experts »¹⁵. Ainsi, comme l'explique un dirigeant de compagnie d'assurances, l'historien remplace dans certains cas l'avocat pour des enquêtes remontant loin dans le passé. Il est peut-être moins efficace sur un plan juridique mais il est plus rapide... et moins cher¹⁶. Certains historiens, encore plus aventureux, exercent à leur compte et créent des « agences historiques ». King, Bookspan & Conard Research Services s'est installé à Santa Barbara, plaque tournante de la Public History. Ses bureaux sont « à un pâté de maisons de la bibliothèque municipale et seulement quatre de la société historique locale »¹⁷...

Cette percée hardie hors des sentiers traditionnels n'est malgré tout qu'un des aspects de la Public History. En effet, troisième originalité, elle a enclenché un large débat chez les historiens américains. Plus qu'une expérience originale, elle est le lieu d'un renouveau historiographique touchant l'ensemble de la discipline. S'adressant le plus souvent à une clientèle de décideurs, la Public History a entraîné un regain d'intérêt pour certains thèmes : les travaux sur l'Etat, sur les structures de la décision économique, les politiques urbaines ou industrielles se sont multipliés. Beaucoup d'historiens « classiques » suivent, de ce fait, l'évolution du mouvement. Des domaines comme l'histoire orale ou l'histoire du temps présent connaissent un nouvel essor. Travaillant souvent en situation — au sein d'une entreprise par exemple —, les *public historians* utilisent abondamment la pratique des entretiens. Du fait des préoccupations souvent terre à terre de leur clientèle, ils sont conduits à privilégier l'histoire très récente, ou tout au moins à prolonger leurs analyses rétrospectives jusque dans le temps présent, celui de leurs clients. Enfin, obligés de collaborer avec des sociologues, des économistes et autres experts, ils entretiennent une dé-

11. Circulaire publiée en 1978 par le Graduate Program in Public Historical Studies.

12. « Government, business and Public History », table ronde publiée par *The Public Historian*, 2 (3), printemps 1980. Cf. Lawrence de Graaf, p. 69.

13. Cf. Ernest May, « *Lessons of the past: the uses and misuses of history in American foreign policy* », New York, Oxford University Press, 1973. Pour l'énergie, voir l'article de Joseph A. Pratt, « Letting the grandchildren do it : environmental planning during the ascent of oil as a major energy source », *The Public Historian*, 2 (4), été 1980.

14. Cf. Daniel P. Resnick, « Educational policy and the applied historian : testing, competency and standards », *Journal of Social History* 14 (4), printemps 1981.

15. Cf. « Business and history », numéro spécial consacré aux historiens de et dans l'entreprise, *The Public Historian*, 3 (3), été 1981. Cf. également Henry Roussio et Félix Torres, « Quand le business s'intéresse à l'histoire », *L'Histoire*, 55, avril 1983.

16. « Government, business... », table ronde citée, voir le point de vue d'un client, James Reed, p. 60.

17. D'après le dépliant de l'agence.

marche interdisciplinaire et s'initient à de nouveaux outils (informatique, audiovisuel ...). En somme, par la porte un peu étroite de l'histoire appliquée, la Public History entraîne l'école historique américaine sur les chemins d'une nouvelle créativité.

En ce sens, les *public historians* ne sont pas de simples chercheurs d'or, campés aux frontières de l'Université. Malgré leurs virulentes critiques de l'esprit académique, ce ne sont pas des marginaux, « complexés ou frustrés par l'Université ». Au contraire, beaucoup exercent à la fois dans le privé et dans l'enseignement ou la recherche. Ils appartiennent pour la plupart à une frange d'historiens avides de revitaliser l'impact de leur discipline.

Bousculant son vieux maître Charles Seignobos, Marc Bloch lui prêtait le propos suivant : « Il est très utile de se poser des questions, mais très dangereux d'y répondre ». Le disciple irrespectueux et, avec lui, l'école française des Annales se sont pleinement exposés à ce danger, avec le succès que l'on sait. A sa manière, malgré son pragmatisme affiché, la Public History annonce peut-être un renouveau de même nature, sinon de même ampleur. Elle n'est pas une simple réaction épidermique d'universitaires déçus ou de *self made men* en puissance. Elle est une réaction de nature scientifique contre l'enlissement de la discipline, l'isolement des historiens face aux grands problèmes de l'heure, la religion de la « connaissance en soi » et la dictature de l'érudition gratuite. La Public History proclame qu'elle peut répondre à certaines questions et même si elle bouscule les traditions académiques, il n'est pas question pour ce mouvement de se couper de ses racines universitaires. « La Public History et l'histoire appliquée ne sont pas des rejetons de la crise de l'emploi, écrit Joël Tarr, c'est une manière d'appréhender

l'utilité de l'histoire en regard de la société contemporaine ; elles ont une base intellectuelle valide et se seraient développées avec ou sans crise de l'emploi.¹⁸ » La Public History serait-elle une « nouvelle histoire », version outre-Atlantique ?

Ces originalités constitutives n'impliquent cependant pas que le mouvement échappe à toute critique. Si le *public historian* s'engage dans la cité, sur un plan plus professionnel qu'idéologique, à la différence des intellectuels français, sa démarche est loin d'être exempte de contradictions.

Un pragmatisme cher aux Américains a permis à la Public History de rendre opérationnels des milliers d'étudiants, formés dans une quarantaine de centres universitaires. Et ce, avant même d'avoir défini des concepts théoriques solides.

Cherchant à convaincre de l'utilité de l'histoire une clientèle qui n'a que faire des affres de l'épistémologie, le *public historian* s'affiche publiquement comme un expert de la réalité sociale, au moins dans sa dimension temporelle. Or cette notion d'« expertise historique » ne va pas de soi.

En premier lieu, elle suppose comme postulat l'existence de « leçons de l'histoire ». Prétendre qu'exhumer le passé d'une entreprise ou d'une collectivité quelconque est une opération rentable, signifie que la simple connaissance de « ce qui s'est passé » permet une action rationnelle sur le présent ou le futur. Le *public historian* affirme donc implicitement être en mesure d'analyser « ce qui est » ou « ce qui sera ». Il admet a priori que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Il n'est donc pas seulement historien, mais sociologue, politologue, psychologue, etc. Or, en admettant que l'on puisse scientifiquement cerner

18. Joël Tarr in « Public History, state of the art, 1980 », art. cité, p. 9.

les « leçons de l'histoire » — et rien n'est moins sûr —, les historiens sont-ils capables de les formuler sur le tas, pris dans une situation concrète ? D'autant qu'ils ne possèdent ni la maîtrise des décisions, ni la possibilité d'agir à la place du client.

En second lieu, pour affirmer son identité face à d'autres sciences sociales, l'historien — « public » ou pas — adopte une démarche spécifique. Il accorde une grande place à la contingence événementielle et adopte un point de vue pluridimensionnel. La contingence — la « surdétermination » des structuralistes — échappe par définition à toute causalité préalable. C'est dans sa mise à jour que l'observation historique trouve l'une de ses légitimités majeures. La démarche pluridimensionnelle, c'est-à-dire la prise en compte simultanée de facteurs multiples (politiques, économiques, mentaux, etc.) d'un événement historique, entraîne également l'historien en dehors des carcans de la structure, des interprétations unidimensionnelles. Plus que tout autre, le *public historian* se démarque des tentations structuralistes qui traversent la discipline depuis une vingtaine d'années. On pourrait même avancer que la Public History est une réaction à cette tendance, aujourd'hui contestée, des sciences sociales. Or, en présence de son client, le *public historian* clame haut et fort sa capacité d'expertiser un présent en fonction du passé. Il réintroduit donc subrepticement la notion de causalité, de lois historiques prédéterminées. Qui dit « expertise » dit en même temps existence de normes et de modèles. Et, non seulement la démarche historique « classique » s'accommode mal des modèles, mais la Public History s'inscrit par définition dans une démarche empirique qui tourne le dos aux « modèles » et aux « structures ». « Il me semble qu'il existe une tension explicite entre la notion

d'expertise et l'étude d'une histoire fondamentalement humaine », écrit l'historien Gaines Post¹⁹. Il s'inquiète de l'évolution actuelle du mouvement devant cette contradiction majeure non résolue. Tout comme ses adversaires, il craint que la Public History ne renonce à la démarche humaniste et entraîne l'histoire vers des conceptions par trop figées, dénoncées par ailleurs.

Enfin, la Public History n'est pas un mouvement homogène. Sous une même bannière, se regroupent des activités et des champs très divers. Archivistes, historiens de l'économie ou de l'urbanisme, conseillers de musées, historiens militaires, tous se proclament *public historians*. Certains rêvent de vendre l'histoire en vantant ses enzymes gloutons. Selon Darlene Roth, la devise de la Public History devrait être : « *Peddling, packaging and products* »²⁰. D'autres comme Joël Tarr estiment que leur mouvement manque sérieusement de concepts théoriques. Paradoxe classique : le nom et l'institution préexistent à la formulation d'une démarche clairement définie et circonscrite.

La Public History n'est pas encore une école historique. Son essor découle d'une institution et d'un besoin : la demande d'histoire. Mais si elle ne peut prétendre pour l'instant au titre de philosophie originale de l'histoire, elle n'en invite pas moins à la réflexion. Et sans ménagements.

O UNE PUBLIC HISTORY AU PAYS DES ANNALES ?

La Public History est donc un phénomène daté et localisé aux Etats-Unis. Mais les Américains n'ont pas le monopole de

19. Gaines Post, *ibid.* p.19.

20. Ce sont les 3 « P » de la Public History qui peuvent se traduire par : « colportage, emballage, produit fini », Darlene Roth, *ibid.*, p. 47.

l'histoire appliquée, même si dans certains pays à grande tradition universitaire on n'ose encore utiliser ce terme.

En septembre 1982, s'est tenu à Rotterdam le premier colloque européen sur la Public History. Il a permis de faire le point sur les expériences en cours et sur l'avenir d'un tel mouvement de ce côté-ci de l'Atlantique.

Aux Pays-Bas, l'Université Erasmus de Rotterdam, en collaboration avec le Social Science Research Council de Grande-Bretagne, offre le premier séminaire, en Europe, d'études d'histoire appliquée. Il prépare des étudiants à exercer leur métier d'historiens dans la presse, les médias ou les affaires publiques. Les historiens anglais, depuis longtemps, sont familiers des couloirs ministériels, pour des secteurs comme les affaires sociales ou l'urbanisme ... voire des sujets aussi circonscrits que la récente guerre des Malouines : Peter Beck, un des meilleurs spécialistes de cette partie du globe, a ainsi expliqué comment, après avoir été engagé comme expert par le gouvernement, il n'a pu faire prévaloir ses conclusions car celles-ci gênaient l'action de Mme Thatcher. Une sévère leçon pour tous les *public historians*²¹ !

Le cas de la France est plus intéressant car plus paradoxal. Personne ou presque n'y parle d'histoire appliquée. Le terme fait sourire et on lui préfère celui de recherche contractuelle ou finalisée, une manière comme une autre de dédouaner à l'avance l'historien des applications potentielles de ses analyses. Pourtant, nombre de débats et pratiques peuvent se ranger sous ce vocable, même s'il ne recouvre pas un champ clairement délimité.

La « demande sociale », depuis le Colloque national sur la recherche de janvier 1982, est à l'ordre du jour dans les sciences de l'homme et de la société. Comment définir les besoins du pays en matière

d'économie, de sociologie, d'anthropologie ou d'histoire ? Comment y répondre tout en laissant aux scientifiques la maîtrise complète de leurs recherches ?

Au départ, l'interrogation est de même nature que celle posée aux Etats-Unis par la Public History pour le champ particulier de l'histoire. La « demande sociale » inclut toutes les composantes de la société : Etat, administrations, syndicats, partis, individus ou associations. Certains secteurs de la vie sociale formulent même des demandes précises et spécifiques. Le « Rapport Godelier » cite, par exemple, le cas de la CGT-FO expliquant à la Mission sur les Sciences de l'homme et de la société la nécessité d'étudier « le degré d'engagement social » des Français et l'influence réelle des syndicats²².

Néanmoins, l'état d'esprit en France est radicalement différent de celui qui règne aux Etats-Unis. Fait significatif, l'histoire est rarement citée comme porteuse d'applications éventuelles, contrairement à la sociologie ou l'économie. Si l'on ne compte plus aujourd'hui dans ces disciplines les contrats de toute nature, passés avec des groupes d'intérêts de toute sorte, en revanche, il est beaucoup plus difficile de trouver à l'heure actuelle un bureau privé d'études historiques sérieux et crédible. Si l'on excepte quelques divas télévisuels ou littéraires, le métier d'historien s'exerce presque exclusivement au sein d'un service public. Première différence avec la situation américaine : si l'histoire appliquée se développe en France, elle le sera d'abord et essentiellement par le fait des organismes publics de recherche, donc sous le contrôle de l'Etat.

21. G. Wesley Johnson, « Public History in Europe : Maiden voyage », *Newsletter of the National Council on Public History*, 2 (4) et 3 (1), été et automne 1982.

22. Maurice Godelier, *Les sciences de l'homme et de la société en France*, Paris, La Documentation française, 1982, p. 28.

Seconde différence, le pragmatisme n'est guère une qualité (ou un défaut) tricolore. Avant le geste, la parole. La recherche appliquée est l'objet de débats très animés ... où domine une saine prudence. Ainsi, parlant de l'ensemble des sciences sociales, le « Rapport Godelier » formule deux exigences en la matière : la prééminence de la recherche dite fondamentale et la nécessité de trouver néanmoins un équilibre entre cette dernière et la recherche appliquée. En ce sens, ledit Rapport se situe aux antipodes de la démarche des *public historians* :

« Les recherches dans les sciences sociales ne pourront jamais se transformer en une sorte d'ingénierie sociale apte à produire des interventions miracles sur les contradictions de la réalité. Tout discours qui va dans ce sens ne fait qu'engendrer ou entretenir des illusions qui coûteront cher dans la pratique. Dans tous les cas, le principe qu'il faut respecter en matière de demande sociale de recherche est que seule la communauté scientifique est à même de traduire en objectifs de connaissances des réalités qui font problème et que la société, dans toutes ses composantes ... lui demande d'analyser » ²³.

La course au contrat, l'étude de sujets sans intérêt scientifique peuvent entraîner une « déqualification » des chercheurs et une « dévalorisation » des disciplines. Pourtant, affirme le même Rapport, « la recherche contractuelle est une nécessité », à condition qu'existent des infrastructures adéquates, capables d'encadrer les « débordements » éventuels. La réforme en cours du CNRS semblerait d'ailleurs aller dans ce sens. Cette prudence institutionnelle laisse pourtant le problème entier. Même si le principal « client » en France, c'est l'Etat, dispenseur de la presque totalité des crédits de recherche en sciences humaines, celui-ci n'est pas un mécène. C'est une banalité d'écrire que les composantes politiques ou

idéologiques de l'action étatique rejaillissent sur la sélection scientifique, avec des recherches encouragées ou freinées, les disciplines reconnues ou enterrées. Une politique de recherche implique l'existence de choix, donc de priorités, donc la définition, à court ou long terme, d'objectifs préalablement explicités. Elle introduit en permanence le concept de finalité ou d'application des résultats, même si celles-ci ne revêtent pas forcément un caractère concret et palpable. Autrement dit, le débat recherche fondamentale/recherche appliquée risque, comme dans les sciences exactes, de durer des lustres s'il ne prend pas en compte la finalité ou l'application de toute recherche.

Mais la France reste une terre d'académie. Récemment encore, Pierre Chaunu écrivait : « La seule vraie recherche est la recherche fondamentale dans la quête absolue de la vérité » ²⁴. Entre cette conception idéalisée de l'histoire, quasi mystique mais tout à fait respectable, et l'« ingénierie sociale » dénoncée par Maurice Godelier, le champ d'exploration est vaste, incertain ... et largement ouvert.

Il l'est d'autant plus que, si l'offre n'est pour l'instant guère structurée, la demande, elle, s'accroît. A l'heure actuelle en France, beaucoup de grandes entreprises font appel aux historiens. Pionnier en la matière, le Groupe Saint-Gobain, depuis plusieurs années, s'est lancé dans un ambitieux projet d'archivage, relayé par le financement de travaux universitaires sur l'évolution de Saint-Gobain ou de Pont-à-Mousson ²⁵. EDF vient de commander une histoire orale menée par trois jeunes chercheurs, travaillant dans le cadre tout à

23. *Ibid.*, p. 29.

24. Pierre Chaunu, *Le Débat*, novembre 1982, p. 10.

25. Cf. Henry Rousso et Félix Torres, art. cité.

fait institutionnel du CNRS²⁶. Les Associations pour l'histoire de ... l'électricité, les télécommunications, l'informatique, etc., se multiplient²⁷. De grandes administrations ou établissements publics comme le CEA, les PTT ou le CNRS financent des travaux historiques sur leurs origines et leur évolution historique. Même si domine à l'heure actuelle le débat épistémologique, les pratiques sur le terrain se multiplient. À l'instar des Américains, bien plus avancés dans ce domaine, les historiens français vont se trouver rapidement dans l'obligation de théoriser et de maîtriser ce type de recherche.

Dans certains champs historiques, le problème est encore plus aigu dans la mesure où les frontières entre une histoire « gratuite », purement scientifique et une démarche finalisée sont de plus en plus ténues.

Au colloque européen de Rotterdam sur la Public History, le seul représentant français était François Bédarida, directeur de l'Institut d'histoire du temps présent. Dans son intervention, il a repris à son compte certains objectifs poursuivis par le mouvement américain : promouvoir un dialogue entre décideurs, passés ou actuels, et historiens ; stimuler une recherche de grande envergure sur l'histoire très contemporaine, le « temps présent », un temps dans lequel l'historien vit complètement, tournant le dos à la règle sacro-sainte du « recul » ; fournir, implicitement, des perspectives historiques à certains secteurs de la vie politique ou sociale²⁸. Or l'IHTP, laboratoire propre du CNRS, est, stricto sensu, un organisme de recherche fondamentale. Sa politique est exclusivement déterminée par les instances scientifiques du CNRS, même si dans son conseil de coordination (organe consultatif) figurent des personnalités du monde des affaires, de la Défense nationale, du Plan, etc. L'objet

même de ses études l'oblige cependant à s'interroger en permanence sur la finalité à court ou moyen terme de ses travaux, en regard de la vie de la cité. Une histoire des stratégies politiques de Mendès France et du mendésisme, de la planification économique, ou des femmes au 20^e siècle sont, à l'évidence, des sujets plus en prise sur l'actualité — donc plus susceptibles d'influer ou d'être influencés par elle — que les recherches en histoire hellénistique. Cela ne leur confère, ni valeur supplémentaire, ni privilège quelconque, mais impose des optiques différentes qui doivent tenir compte du problème de l'« application ». Ce n'est donc pas un hasard si le premier séminaire en France d'histoire appliquée et de Public History a été organisé en 1982-1983 par François Bédarida et se poursuit à la Rue d'Ulm en 1983-1984.

○ POURQUOI L'HISTOIRE ?

Si l'histoire est aujourd'hui mise en demeure de réfléchir à sa finalité sociale — rançon du succès ? — elle ne fait en cela qu'emboîter le pas à d'autres disciplines, grisées depuis fort longtemps par l'ivresse de l'expertise et de l'action sur le réel.

Le débat sur la recherche finalisée est aussi ancien que certaines sciences sociales. Sociologie et économie, issues à l'origine de l'Université, ont connu un essor considérable depuis près d'un demi-siècle grâce à la recherche contractuelle.

Aux Etats-Unis, le New Deal encourage dans les années trente le rapprochement

26. J.-F. Picard, A. Beltran, M. Bungener, *Mémoires d'une entreprise publique, histoire orale d'Électricité de France, 1946-1981*, Paris, CNRS/EDF, 1983.

27. Entre autres : Association pour l'histoire de l'électricité en France (47, rue Monceau, 75008 Paris), Association internationale d'histoire des télécommunications et de l'informatique (AIHTI, 27, rue Charlot, 75003 Paris), Institut de recherches économiques et sociales sur les télécommunications (IREST, 48, rue de la Procession, 75015 Paris).

28. Cf. G. Wesley Johnson, art. cité.

entre les universitaires et l'administration. Symbole de l'empirisme anglo-saxon, Paul Lazarsfeld lance à cette époque des programmes ambitieux et novateurs de psychologie et de sociologie appliquées. Il participe de plain-pied à l'émergence d'un nouveau type de recherche « qui prétend abolir les limites entre l'activité politique et l'activité scientifique »²⁹. Il fonde, au début des années quarante, un Bureau of Applied Social Research à l'Université de Columbia à New York. La seconde guerre mondiale accélère le processus. L'Amérique en guerre fait appel aux experts de tout poil. Grâce aux mannes des crédits militaires, certains centres de sociologie peuvent se développer, à Harvard, à New York, à Chicago. D'une certaine manière, les *public historians* sont les successeurs directs des psychologues ou sociologues appliqués.

En France, la crise des années trente joue le même rôle de catalyseur pour les sciences humaines et sociales. Dans la lignée du planisme et du renouveau intellectuel tous azimuts, des hommes comme Jean Coutrot ou Alexis Carrel renouent avec les conceptions comtiennes de la physique sociale. En avril 1936, ils fondent le Centre d'études des problèmes humains, qui tente d'étendre à l'homme en société « la connaissance solide que nous avons déjà de l'univers des choses »³⁰. L'objectif déclaré est de permettre aux sciences sociales de trouver des solutions spécifiques à la crise de civilisation que traverse le monde occidental. Les historiens ne sont d'ailleurs pas en marge de ce mouvement. Le 29 janvier 1937, le groupe X-Crise se réunit pour entendre une conférence sur le thème : « Que demander à l'histoire ? », prononcée par un historien déjà notoire, Marc Bloch³¹. Après une phase d'essor institutionnel dans les années d'après-guerre, les sciences sociales, et

particulièrement l'économie et la sociologie, sont fortement sollicitées dans le cadre de la politique de croissance des années 1950-1960. Grâce à des organismes gravitant dans le sillage du Plan (CORDES, BIPE, etc.), les commandes affluent vers les centres de recherche. Le VI^e Plan de la recherche préconise même, en 1971, de « réaliser un progrès substantiel dans les sciences de l'homme au cours de la prochaine décennie si notre temps veut surmonter les "maladies" de la société, comme une époque pas si lointaine avait su maîtriser les grandes épidémies et une autre, encore plus proche, les crises économiques généralisées »³². Doux optimisme planificateur... Après la médecine, la science économique, ne voilà pas la sociologie promue au rang de thérapie-miracle ?

Or, depuis une dizaine d'années, l'espoir d'une rationalisation des décisions grâce aux sciences sociales s'est estompé. L'hésitation permanente entre la soumission aux exigences du client — souvent le « pouvoir » — et l'analyse critique de la société n'a pas été résolue. Au sein de certaines disciplines, l'« expert » s'est opposé à l'« intellectuel », l'empiriste apolitique au militant révolutionnaire. Sociologie contractuelle ou sociologie critique ? Le clivage s'est traduit parfois par une véritable crise d'identité. Aujourd'hui, certains sociologues amers délaissent les rivages aventureux de la « technocratie sociale » pour les terres moins sauvages de la pensée

29. Michael Pollak, « Paul Lazarsfeld fondateur d'une multinationale scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 25, 1979.

30. Jean Coutrot, *L'Humanisme économique*, octobre 1937.

31. Cf. X-Crise, *De la récurrence des crises économiques*, Paris, Economica, 1982, p. 138.

32. Cité par Michael Pollak, « La planification des sciences sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2-3, 1976. Voir aussi du même auteur : « Historisation des sciences sociales et sollicitation sociale de l'histoire », *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent*, 13, septembre 1983.

et de l'activité purement intellectuelle. « Plutôt que de continuer à voir dans les sciences sociales des sciences d'aide à la décision, il y aurait lieu de souligner leur dimension proprement culturelle d'instrument d'analyse de la réalité sociale. ³³ » Quant aux économistes, « Chicago Boys » et autres experts du Président, il ne semble pas qu'ils aient réussi à maîtriser les crises économiques généralisées, comme l'affirmait le VI^e Plan. Leur crise ressemble fort à une agonie et l'homme d'action des années 1980 doit réfléchir à deux fois avant de décider en fonction de leur expertise.

Devant cette retraite généralisée de sciences sociales sur le front de l'action, que viennent faire les historiens ? Sont-ils de nouveaux thaumaturges ? Pourquoi une histoire appliquée après l'échec de disciplines voisines ?

L'attente à l'heure actuelle envers les « leçons du passé » et les historiens peut s'expliquer de plusieurs façons.

Elle n'est qu'un juste retour des choses. Les contrats de recherche des années soixante, les enquêtes de sociologie administrative ou urbaine, quels qu'aient été leurs mérites, ont négligé l'histoire et les historiens. La dimension rétrospective, dans l'euphorie des innombrables théories de systèmes, a été considérée comme quantité négligeable. La référence au passé a tout juste servi d'anecdote et d'illustration à des démonstrations purement conceptuelles. Dans le cas, par exemple, des études sur l'essor des grandes agglomérations (sociologie urbaine, géographie ou économie spatiales), « l'absence de références historiques a nui très fondamentalement à la réalisation des monographies ... et explique en grande partie l'absence d'une réflexion fondamentale sur la croissance urbaine » ³⁴. En un mot, beaucoup de sciences sociales ont eu la mémoire courte.

Elle peut apparaître comme un relais. Du

fait de la moindre crédibilité de ses consocérateurs, l'histoire peut donner l'image d'une discipline capable de répondre à certaines interrogations laissées en suspens par celles-ci.

« L'histoire, parce qu'elle aborde l'activité humaine au plus près de sa liberté d'invention, est le meilleur antidote contre les simplifications abusives et la rigueur illusoire que comporte la notion de science du social. Elle l'est d'autant mieux qu'elle renonce à ses préventions traditionnelles contre les hypothèses et les idées, dont elle emprunte certaines aux sciences sociales, et qu'elle peut ainsi en mesurer le pouvoir explicatif. ³⁵ »

Moins compromis pour l'instant avec le monde des décideurs, l'historien semble un recours rafraîchissant, d'autant que sa cote est plutôt à la hausse ces derniers temps. Après avoir usé et abusé des sociologues ou économistes, hommes politiques et chefs d'entreprise louchent du côté de l'innocente Clio.

Elle est la conséquence d'un repli sur le passé. C'est un lieu commun de dire que la crise actuelle rend le présent difficile et l'avenir incertain. La mode rétro ou l'engouement pour la littérature historique en sont des manifestations culturelles de masse. L'intérêt pour la rétrospective en lieu et place des modèles prospectifs en sont une manifestation intellectuelle et scientifique. Quand les chefs d'entreprise « regardent en arrière pour aller de l'avant », quand Saint-Gobain parraine des thèses sur ses stratégies industrielles passées, ils donnent une épaisseur à leurs décisions, qui trouve sa légitimité dans un

33. Alain Drouard, « Réflexions sur une chronologie : le développement des sciences sociales en France de 1945 à la fin des années 1960 », *Revue française de sociologie*, 23, 1982, p. 81.

34. Edmond Lisle, « Réflexion sur les sciences sociales », *Le Courrier du CNRS*, 43, décembre 1981.

35. François Furet, *L'atelier de l'histoire*, Paris, Flammarion, 1982, p. 30.

passé plus ou moins objectivable, plutôt que dans un avenir devenu imprévisible.

Elle est le signe d'un intérêt pour certaines qualités spécifiques du métier d'historien, qui semblent plus adaptées à l'environnement culturel et mental des années 1980. L'historien est iconoclaste. A l'heure du pessimisme militant, son obsession à démontrer que la réalité n'a pas été ce qu'on croyait, chose plus facile à admettre pour le passé que pour le présent, le rend plus attrayant. Il est relativiste. La saisie d'un phénomène dans sa durée, de ses conséquences immédiates ou ultérieures, bénéfiques ou pernicieuses, incite à la dédramatisation. Rapportant en permanence la geste des ancêtres, l'historien signifie aux contemporains qu'ils ne sont ni les premiers ni les derniers à porter la croix. Dans un registre désormais classique, il permet d'en référer à l'« héritage » et donc d'accepter d'un cœur moins lourd les mutations à venir. Selon la belle formule de l'économiste Edmond Lisle, « les historiens peuvent nous enseigner en définitive que la peur devant le changement est un mauvais réflexe »³⁶. Enfin, rôle noble entre tous, l'historien concourt à la sédimentation d'une mémoire écrite, codée, enregistrée. Il est un pourvoyeur d'identité. L'exemple des historiens au service de certaines entreprises est à cet égard significatif.

L'entreprise, aujourd'hui, est sans conteste une communauté fondamentale de la vie sociale. A ce titre, elle ne peut tirer sa seule légitimité de son aptitude à fournir, de moins en moins, du travail. Elle ressent le besoin d'une identité historique, d'un ciment culturel, réel ou mythique qui viendrait compléter la solidarité de fait des ouvriers, cadres et employés. Précisément parce que cette solidarité, rêvée par le « patron » plus que réelle, est remise sans cesse en question, le recours à un passé commun de tous les travailleurs de l'entre-

prise semble une solution alléchante. Au 19^e siècle, à une toute autre échelle, c'est le concept historique de « nation » qui a permis à des communautés de peuples aux situations diverses de se reconnaître une identité commune. C'est sans doute un processus analogue qui conduit certaines grandes sociétés à se pencher sur leur histoire. Si dans le passé, depuis l'avènement du grand capitalisme industriel, certaines dynasties comme Krupp, Ford ou Schneider avaient déjà conscience de cette nécessité, la nouveauté actuelle du phénomène, notamment aux Etats-Unis, réside dans l'abandon progressif d'hagiographes serviles au profit d'historiens professionnels, dont on accepte, du moins en apparence, la démarche critique. Dans cette optique, plutôt qu'un mécennat pratiqué par quelques belles âmes, les entreprises ont tout intérêt à s'adjoindre directement les services d'historiens, détachés de toute structure universitaire. En France, cette séparation n'est pas encore manifeste. Elle l'est, en revanche, aux Etats-Unis, ce qui explique le développement dans ce secteur de la Public History et des agences historiques privées. La vérité était révolutionnaire, elle est maintenant rentable.

○ UN DANGER RELATIF

L'histoire appliquée soulève des questions qui sont sans conteste enrichissantes pour l'ensemble de la discipline. Mais sur le terrain, la pratique des *public historians* et de leurs émules n'est pas sans poser des problèmes sur l'évolution du métier d'historien. Une recherche « pilotée par l'aval », soumise à la tyrannie du contrat, engendre des risques certains.

36. Edmond Lisle, art. cité.

Même en s'appliquant de leur mieux, les historiens-experts s'exposent à une perte de crédibilité. A l'heure actuelle, l'intérêt pour l'histoire résulte aussi d'une évolution interne. Le recul de l'histoire événementielle et purement descriptive, l'ouverture des historiens à d'autres rivages intellectuels (anthropologie, ethnologie ...), des préoccupations plus ancrées dans le temps présent ont accru l'audience de la discipline. Une histoire étroitement finalisée risque d'entraîner un retour à l'événementiel le plus plat, à une description non critique du passé : le client qui paye n'est pas un directeur de thèse formé à l'école des Annales. A terme, l'historien peut être réduit au rôle de documentaliste, voire simple chroniqueur. Par ailleurs, dans une démarche contractuelle, l'historien est obligé de transformer ses méthodes de recherche. Déjà, la Public History forme des étudiants à une investigation rapide. Ne disposant pas du temps indéfini d'un thésard, l'historien contractuel doit abandonner l'espoir d'une quête exhaustive des sources. Il doit raccourcir la longue phase de leur critique et de leur traitement. Enfin, plus friande de « généralistes » que de spécialistes, l'histoire appliquée risque d'émousser une grande part de l'intérêt de l'histoire, qui se construit souvent à force d'analyses pointues et circonscrites. Le danger est d'autant plus réel que certains attendent des historiens « un renfort conceptuel » (Alain Minc) qui fait défaut à d'autres disciplines. Avec une pratique mal gérée du contrat, les historiens courent le danger de perdre le préjugé favorable dont ils sont aujourd'hui l'objet.

Ils risquent également une perte d'indépendance. Le choix des sujets de recherche leur échappe par définition. A priori, la liberté, l'intuition et l'imagination ne peuvent s'épanouir aussi nettement que dans une équipe scientifique. Un exemple

entre mille : la firme Peugeot a décidé récemment d'aider un universitaire à faire sa thèse sur l'histoire de l'entreprise. Mais elle a bien précisé que pas un mot ne doit être écrit sur les individus et la famille Peugeot... ³⁷ L'universitaire, bien que dépendant de l'entreprise pour l'accès aux archives, peut à la rigueur passer outre. Pas un historien payé par la firme.

Enfin, l'histoire appliquée pose le problème de la communication des résultats. Une fois la recherche terminée, l'historien sous contrat doit l'écrire en fonction de son client. Il doit donc s'adapter au langage de son commanditaire et systématiquement vulgariser son approche. Or, plus que toute autre discipline de cet ordre, l'histoire est une écriture. Dans un cadre contractuel, l'historien est entraîné sur les chemins de la simplification. Plus grave, il risque de perdre la maîtrise de son discours.

Pourtant, une réflexion plus approfondie montre que ces risques ne sont pas spécifiques à une recherche finalisée. La crédibilité d'une discipline ne se mesure pas à son autoproclamation comme science, mais à ses résultats et à l'influence qu'elle exerce dans le milieu intellectuel et dans l'ensemble de la société. L'inflation de thèses et travaux impubliables, aussi « fondamentaux » soient-ils, peut, elle aussi, à terme, discréditer les historiens.

La perte d'indépendance, la soumission à un chef d'entreprise ou à une administration, a certes un côté inquiétant. Le professeur Maurice Matloff, ancien chef des services historiques de l'armée américaine, a pu ainsi écrire : « Quand nous avons commencé (dans les années 1940), nous avions l'habitude d'entendre que, dans la mesure où nous étions payés par l'armée pour écrire une histoire de l'armée,

37. Témoignage de Jean Bouvier.

nous ne pouvions faire un métier honnête »³⁸. Mais le débat sur l'indépendance des intellectuels est un serpent de mer fatigué. Il n'y a pas si longtemps, certains historiens, tout en se proclamant des scientifiques, acceptaient d'un cœur léger la dépendance — la tyrannie ? — de la demande sociale, à la condition qu'elle émane de « la classe ouvrière » ... « La division technique du travail et le recours au savoir-faire spécialisé de l'historien peuvent être précieux — à condition que cette division du travail soit décidée collectivement par tous ceux qui sont concernés, au lieu d'être revendiquée comme un droit par les seuls historiens³⁹ », écrivait Jean Chesneaux (c'est lui qui souligne) en 1976. Refusant le privilège du savoir, il accepte que « la demande vienne d'ailleurs ». Citant en exemple une enquête historique entreprise à Madagascar sur l'insurrection de 1947, il n'hésite pas à proclamer :

« Les enquêteurs ... peuvent toujours aller dans les villages malgaches ... avec le questionnaire le mieux élaboré, les magnétophones les plus modernes, les vacataires les mieux "formés". Ils ne feront qu'entasser des miettes d'information sans cohérence interne. Seul un mouvement révolutionnaire malgache et ceux qui lui sont liés, parce qu'ils sont soucieux de bien connaître les conditions de la lutte politique dans la Grande Ile et d'élaborer une stratégie politique, sont capables d'appréhender historiquement, dans sa nature profonde, la révolte de 1947, les causes et la portée de son échec. Car un mouvement révolutionnaire a impérieusement besoin d'une telle analyse »⁴⁰.

Ce qui signifie en clair que ceux qui vivent l'histoire sont les seuls à pouvoir l'écrire, à condition, ajoute Chesneaux, qu'existe une « volonté d'examiner les faits avec rigueur au lieu de se contenter de faciles images mythiques ... »⁴¹. Heureuse époque, même Billancourt avait besoin

d'historiens. Encore que ... Car à force de s'appliquer de la sorte, on ne voit plus très bien à quoi ils servent, puisque les camarades sont tous des historiens en puissance. Arrêtons là l'ironie. Et les exemples. Autres temps, autres mœurs. Mais quelle belle leçon ... du passé ! Est-il plus aliénant aujourd'hui d'écrire pour une entreprise (disons nationalisée...) que d'écrire pour un parti ? Le grand débat entre théorie et praxis, au centre de l'historiographie marxiste, n'a été, en certaines circonstances, que la fourniture à titre gracieux (?!) d'outils théoriques à la pratique politique du Parti communiste. En ce sens, une étude rétrospective de commande sur Saint-Gobain, même si elle tombe dans l'hagiographie, vaut largement une histoire du PCF écrite par un historien communiste. Bref, l'histoire militante est au moins aussi suspecte que l'histoire appliquée.

Quant à la communication des résultats, elle ne pose pas simplement problème dans le cas d'études contractuelles. La vulgarisation, dans un domaine comme l'histoire, est une nécessité. Le succès manifeste d'une revue comme *L'Histoire*, non seulement dans le grand public, mais dans le milieu même des historiens de métier, démontre que l'information historique ne peut se diffuser par les seuls travaux d'érudition. L'histoire n'est pas qu'une discipline scientifique. Elle est aussi un récit, une écriture, la formulation d'un patrimoine culturel commun. Il serait donc illusoire de prétendre que l'historien peut réellement garder la maîtrise de son discours.

Si l'histoire appliquée fait problème, les écueils qu'elle rencontre sont inhérents à

38. Maurice Matloff in « Government, business, and Public History », table ronde citée, p. 46.

39. Jean Chesneaux, *Du passé faisons table rase*, Paris, Maspero, 1976, p. 176-177.

40. *Ibid.*

41. *Ibid.*

l'ensemble de la pratique historique. Le danger, même s'il existe, est donc tout à fait relatif.

L'histoire appliquée, contractuelle, commanditée, peut-elle être un avenir pour les historiens ? Sans doute, à condition de ne pas opérer une coupure entre ceux qui se lancent sur le marché et les pôles universitaires : juste une saine concurrence... Elle semble d'ailleurs d'actualité puisque, depuis la crise, nombreux sont les intellectuels de droite ou de gauche qui remettent en cause l'Etat-providence. Pourquoi dans ces conditions refuser une pratique historique hors du service public ? Pourquoi, puisque, à l'évidence, cette tendance se développe et que les besoins sont réels, ne pas prendre en compte cette dimension du

métier d'historien ? Plus tôt la réflexion s'engagera, mieux les dangers seront évités. Et puis, l'aventure ne manque pas de séduction. D'autant que les amphithéâtres de la Sorbonne, à l'approche de l'an 2000, n'exercent plus la même fascination que naguère.

L'histoire « appliquée » ? Cet article, en toute honnêteté, n'a pu en donner une définition claire et précise. Sans doute parce que, au-delà de son aspect novateur et stimulant, elle cache l'éternel débat sur la finalité de l'histoire en tant que pratique intellectuelle et scientifique. Sans doute aussi parce que, sans le savoir, nous sommes tous des « historiens publics ».

□

